

En Algérie aussi, ils agressent les soignants !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 19 juillet 2020



Nul plaisir à apprendre que même en Algérie, les soignants se font agresser...

Il n'empêche que c'est un retour de bâton...

A calomnier la France, à susciter la haine anti-française, tant pour des raisons de politique extérieure qu'intérieure, l'Algérie récupère ce qu'elle a semé ! Et pourtant les autorités algériennes avec leur justice ne sont pas tendres !

A ne pas douter que la réaction risque d'être violente à terme et bien sûr, nous hériterons des "réfugiés", voire des demandeurs d'asile...

Le phénomène a pris de l'ampleur avec l'évolution de la Covid-19 : trop de violence contre le corps médical

Les hôpitaux des quatre coins du pays se sont transformés en lieux à risques, l'insécurité se répand et la colère des proches des patients finit souvent en rixes, voire en affrontements violents.

Sur le front pour combattre l'épidémie de coronavirus, le corps soignant est devenu un réceptacle de toutes les colères. Les hôpitaux des quatre coins du pays se sont transformés en un lieu à risques, l'insécurité se répand et la colère des proches des patients finit souvent en rixes, voire en affrontements armés.

La violence à l'égard des blouses blanches ne date, certes, pas d'aujourd'hui, mais le phénomène a pris de l'ampleur ces dernières années et s'est aggravé à la faveur de l'évolution défavorable de la pandémie de coronavirus. Personne n'y échappe.

Des menaces de mort sont proférées contre les responsables de ces structures, des médecins agressés, des infirmiers malmenés, des patients pris à partie et des équipements détruits...

Rien que pour l'année 2019, le ministère de la Santé a recensé plus de 29 000 cas d'agression dans le milieu hospitalier. Le Syndicat des praticiens de la santé publique a réalisé en 2015 une enquête qui a recensé plus de 2700 cas en un seul semestre.

D'aucuns estiment qu'il y avait une relative accalmie au début de la crise, mais avec l'évolution de l'épidémie et le manque de communication, les agressions se sont multipliées et les médecins travaillant dans ce foyer d'infection ne savent plus à quel saint se vouer. Les structures de santé sont de plus en plus sollicitées pour la Covid-19 mais aussi pour d'autres pathologies et d'autres malades.

Les lits d'hospitalisation affectés au service Covid-19 sont pratiquement saturés, le matériel d'exploration manque et

les moyens de protection font également défaut. Un médecin urgentiste a été lynché par un groupe de jeunes voyous pour avoir refusé, la veille, de prescrire des psychotropes à leur ami prétextant des migraines atroces.

«Ils étaient dans un état second, ils m'ont apostrophé à proximité du service des urgences et m'ont demandé de prescrire des calmants à leur ami. Ayant refusé, ils ont proféré des menaces. Je ne les ai pas signalé au service de sécurité parce que j'étais débordé. Des épisodes pareils sont récurrents dans les services», narre cette blouse blanche.

Manque de communication

Par ailleurs, ce qui s'est passé ce mardi à l'établissement hospitalier public (EPH) Mohamed Boudiaf du chef-lieu de wilaya illustre parfaitement le désarroi de ce corps soignant.

Pressé par les parents d'une personne décédée pour cause de Covid, qui voulaient à tout prix récupérer la dépouille de la défunte avant que le test de Covid-19 ne soit confirmé, le directeur de cet hôpital a sauté de la fenêtre de son bureau, qui se trouve au premier étage du bloc administratif, et ce, pour éviter une agression physique. Le responsable a appelé la police et des agents de sécurité pour maîtriser la situation.

Récemment à M'sila, Boumerdès, Alger, Oran, Annaba, Tougourt et Constantine, des citoyens s'en sont pris à ceux qui les soignent.

Les motifs sont divers, «tout le monde se voit prioritaire, certains ont agressé des médecins et des infirmiers parce qu'ils n'ont pas trouvé de place dans les services Covid-19, d'autres pour manque d'ambulance afin d'évacuer leur malade

qui a besoin d'un transfert médical, ajoutez à cela les agressions verbales. L'intervention des éléments des services de sécurité a permis d'éviter le pire au personnel et aux malades.

Ce corps soignant reproche aux autorités la non-application de la loi dans toute sa rigueur, d'autant que le personnel de santé est agressé et des services d'urgence saccagés bien avant cette pandémie. Dans ce sens, Bekkat Berkani, président de l'Ordre de médecins, se réjouit de la décision du président de la République, qui a pris des mesures en réponse à ces comportements.

«Nous sommes dans une situation de guerre, il est peut-être difficile de trouver dans un hôpital un répondant, mais personne n'a le droit de se faire justice. Il faut que la loi s'applique dans sa rigueur. Si l'on continue ainsi, il va y avoir des agressions partout», avertit M. Bekkat, qui confirme que la violence en milieu hospitalier s'est exacerbée avec la pandémie actuelle.

Il a demandé à tout le monde de faire preuve de sagesse : *«Au niveau des hôpitaux, tout le monde est excédé. Chez la population, il y a un sentiment de désespoir, notamment pour ceux qui ont un parent malade ou décédé et qui ne comprennent pas vraiment les mesures administratives relatives à la récupération du corps.*

Tous ont les nerfs à fleur de peau, mais ceci n'excuse absolument pas les agressions contre le corps soignant, qui fait de son mieux en cette situation épidémique.» M. Bekkat rappelle qu'aujourd'hui les Algériens sont anxieux et qu'ils vivent une situation psychologique des plus déplorable, mais personne n'a le droit, selon lui, d'en rajouter à la situation qui est déjà très complexe.

Pour M. Bekkat, le manque de communication n'est pas fait pour arranger les choses : *«La communication est une*

science, agissons alors en tant que scientifiques de la communication pour essayer de calmer les esprits et de rassurer les citoyens, qui se plaignent aussi des médecins.»